

Paris, le 9 février 2010

**Fonction publique et Assimilés**

## Licenciements des fonctionnaires...

### Une vente forcée !

Dans l'émission télévisée « mots croisés », du 8 février, Eric Woerth, ministre de la Fonction publique s'est exprimé sur ce qui était au cœur du débat : le licenciement des fonctionnaires.

Ni les agents des services publics, ni les usagers de ces mêmes services, n'attendaient de « scoop » de cette intervention mais tout simplement de véritables explications !

Il serait superflu de retranscrire l'ensemble du débat, pour autant, certaines contre-vérités méritent d'être soulignées.

Contre-vérité, lorsque le Ministre affirme, d'entrée de jeu, que le fonctionnaire dont le poste est supprimé **peut déjà, aujourd'hui, être licencié (200 cas par an, oui, Monsieur le Ministre, mais pas au motif de la suppression de postes)** ... tout en précisant, plus tard, que les mêmes fonctionnaires ont **des garanties (notamment celle de l'emploi)** et que la contre partie, c'est l'obligation de servir le public et donc d'être mobile (garantie ou pas garantie, il faut choisir !)

Contre-vérité, lorsque le Ministre affirme, que le sort des fonctionnaires **sera amélioré par le dispositif proposé, « moins brutal »**, puisqu'il oblige l'employeur à aider le fonctionnaire... tout en précisant, plus tard, que le **nouveau dispositif pourra toucher des milliers de fonctionnaires** (200 ou des milliers de fonctionnaires, et ça, c'est pas brutal !).

Contre-vérité, lorsque le Ministre affirme, que le nouveau dispositif obligera l'administration à faire **un suivi personnalisé** du fonctionnaire dont le poste est supprimé, tenant compte **de sa situation familiale et de sa résidence familiale**... tout en précisant, plus tard, que toutes les propositions de poste auront lieu dans **« un même lieu géographique »** (le ministre a certainement oublié la mise en place, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, des **bourses Régionales** d'emplois !) ?

Contre-vérité, lorsque le Ministre affirme à ses détracteurs, qu'il ne s'agit pas là d'un **plan de licenciements massif des fonctionnaires**... tout en fustigeant, plus tard, le trop grand nombre d'emplois dans la Fonction publique et précisant que la **réduction de la moitié la dépense publique s'imposait** (licenciements ou bouclier fiscal, le choix à été fait !).

**Le Ministre, affirme encore, qu'en France, notre culture, c'est la culture du Service Public ! Il continue donc, comme à son habitude, malgré les mobilisations des personnels, malgré le fait qu'une large majorité de la population désapprouve la politique du gouvernement, à nous présenter ces « réformes » sous la forme d'un joli paquet cadeau ! Cadeau qui contient, en vérité, une volonté idéologique de casser le statut des personnels, de casser la Fonction publique et de procéder à une réduction, sans précédent, de la voilure des Services Publics.**